

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARP CENTRE EST**

306 Chemin de la Croix Saccard  
71000 Mâcon

Références : CP/MV/2023/C\_077  
Code AIOT : 0005401072

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement SARP CENTRE EST implanté ZI sud - rue des Frères Lumière 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

##### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP CENTRE EST
- ZI sud - rue des Frères Lumière - 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SARP CENTRE EST de Mâcon est un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux collectés auprès de ses clients ou issus de ses opérations d'assainissement et de curage de réseaux.

##### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites réservés à la précédente inspection,
- Suites réservés à l'arrêté de mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Entretien et vérification des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.3	/	Sans objet
6	Moyen de lutte contre l'incendie - Ressources en eaux	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.4	Courrier	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rejets EU - Valeurs limites de rejets	AP Complémentaire du 20/03/2017, article 3	/	Sans objet
8	Programme de surveillance des émissions (rejets eau)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Couverture de l'aire des sables de curage	AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 1	APMD	Sans objet
2	Détection incendie	AP auto du 02/06/2009, article 7.4.1 repris dans l'art.1 de l'AP de Mise en Demeure du 18/01/2021	APMD	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines - Accès à PZ3	AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 1	APMD	Sans objet
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 4.2.4.2	Courrier	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a pris les mesures demandées par l'arrêté de mise en demeure du 18 janvier 2021 :

- l'exploitant a couvert la plate-forme de dépotage des sables de curage ;
- le piézomètre PZ3 a été rendu accessible et des protections ont été mise en place en sa périphérie.

Le troisième point de l'arrêté de mise en demeure concerne la mise en place de détecteurs de chaleur dans les cellules du bâtiment A dédié à l'entreposage de 24 tonnes de déchets dangereux et de 140 m3 de déchets non dangereux.

L'exploitant a confirmé l'abandon de l'activité de transit de déchets dangereux dans le bâtiment A. L'inspection a permis de constater que 2 cellules de ce bâtiment servaient à entreposer des utilités (flexibles, sacs de perlite) et la troisième d'atelier. La prescription de l'article 7.4.1 prévoyant la mise

en place de détecteurs de chaleur dans ces cellules n'est plus justifiée. L'exploitant informera le préfet de l'arrêt de cette activité et sollicitera l'adaptation des prescriptions qu'il juge nécessaire avec tous les éléments d'appréciation.

De ce fait, nous considérons que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 18/01/2021 sont respectées.


Concernant la défense incendie, l'exploitant s'est doté d'une réserve d'eau d'incendie de 16 m<sup>3</sup> pour disposer de la ressource prévue par son arrêté d'autorisation compte tenu de l'insuffisance du réseau d'adduction d'eau dans le secteur. Cependant, l'aménagement de ce point d'eau incendie pose question, notamment au regard des préconisations de l'arrêté DECI (volume, prise d'eau). Il est demandé à l'exploitant de solliciter le SDIS71 pour s'assurer du caractère conforme et opérationnel de ce point d'eau incendie.

Enfin, les contrôles de la qualité des eaux usées rejetées au réseau aboutissant à la station d'épuration collective (EU - eaux de la plateforme d'égoutage des sables de curages) réalisés en 2021 et 2022 montrent des dépassements notables et récurrents en concentration pour les MES. Pour la DCO et la DBO5, les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites. Des dépassements ont également été constatés pour certains métaux.

L'exploitant a présenté un projet d'amélioration des performances de l'installation de traitement de cet effluent. Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection des installations classées de la bonne réalisation des travaux et de réaliser deux campagnes de contrôle dans les 3 mois suivant la fin des travaux.

#### 2-4) Fiches de constats

##### N° 1 : Couverture de l'aire des sables de curage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SARP Centre Est exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux au 312 Impasse des Frères Lumière sur le territoire de la commune de MACON est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/79/1 du 20 mars 2017 en abritant la plateforme de dépotage des sables de curage des eaux météoriques pour éviter l'apport d'eaux parasites dans le réseau d'assainissement communal ;</li></ul>	
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de constater que l'exploitant a couvert la plate-forme de dépotage des sables de curage. Ce point de la mise en demeure est respecté.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

## N° 2 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SARP Centre Est exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux au 312 Impasse des Frères Lumière sur le territoire de la commune de MACON est mise en demeure de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-02270 délivré le 2 juin 2009 susvisé en équipant chaque cellule du bâtiment A d'un détecteur de chaleur relié à une centrale avec alarme sonore et renvoi téléphonique au personnel d'astreinte.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a confirmé l'abandon de l'activité de transit de déchets dangereux dans le bâtiment A. L'inspection a permis de constater que 2 cellules de ce bâtiment servaient à entreposer des utilités (flexibles, sacs de perlite) et la troisième d'atelier.  La prescription de l'article 7.4.1 prévoyant la mise en place de détecteurs de chaleur dans ces cellules n'est plus justifiée.  Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de porter à la connaissance du préfet les modifications notables apportées à ses activités en application de l'article R181-46 du code de l'environnement. A ce titre, il informera le préfet de l'arrêt de cette activité et sollicitera l'adaptation des prescriptions qu'il juge nécessaire avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Surveillance des eaux souterraines - Accès à PZ3

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SARP Centre Est exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux au 312 Impasse des Frères Lumière sur le territoire de la commune de MACON est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014192-0025 du 11 juillet 2014 en rendant accessible en permanence le piézomètre 3 situé dans le parc à benne ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Le PZ3, doté d'une tête à ras du sol, est implanté au niveau du parc à benne vides situé au sud des installations. Lors de la précédente inspection, il avait été constaté qu'une benne avait été déposée à l'aplomb de l'ouvrage le rendant inaccessible.  L'inspection du 15/12/2022 a permis de constater que PZ3 était accessible et que l'exploitant avait mis en place des structures en béton en périphérie afin d'empêcher qu'il soit à nouveau recouvert.  Ce point de la mise en demeure est respecté.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la pollution accidentelles des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un point rejet pour ses eaux résiduaires (EU) et d'un point de rejet pour les eaux pluviales de voirie et de toitures. Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le système d'isolement des réseaux des eaux pluviales du site avec l'extérieur ne permettait pas d'isoler les eaux d'extinction d'incendie susceptibles de transiter par le réseau des eaux pluviales de toitures.  Lors de l'inspection du 15/12/2022, il a pu être constaté qu'une vanne d'isolement avait été mise en place sur le réseau des eaux pluviales de toitures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Entretien et vérification des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et vérification des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des extincteurs et RIA du site date du 12/07/2022. Les rapports d'intervention datés du 18/07/2022 ont pu être consultés.  Le site s'est doté d'une réserve d'eau d'incendie pour disposer de la ressource prévue par son arrêté d'autorisation (voir point de contrôle 6 "Ressources en eaux") compte tenu de l'insuffisance du réseau d'adduction d'eau au niveau du poteau incendie situé devant l'établissement.
<b>Non conformité n°1 :</b> L'exploitant n'a pas présenté de procédure de vérification périodique de cet équipement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie - Ressources en eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2009, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un débit de 60 m<sup>3</sup>/h, par la présence de point d'eau tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit, 1 poteau d'incendie normalisé de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible(s) en toutes circonstances ;</li> <li>• soit, une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La défense incendie du site requiert un volume de 120 m<sup>3</sup> sur 2 heures.</p> <p>L'exploitant a confirmé que le poteau incendie n°571 situé à moins de 100 mètres de l'entrée du site ne pouvait fournir que 52 m<sup>3</sup>/h malgré les travaux menés par le gestionnaire du réseau en 2020, soit 104 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant s'est doté d'une réserve d'eau d'incendie de 16 m<sup>3</sup> pour disposer de la ressource prévue par son arrêté d'autorisation compte tenu de l'insuffisance du réseau d'adduction d'eau.</p> <p><b>Non conformité n°2 :</b> Cependant, l'aménagement de ce point d'eau incendie n'est toujours pas conforme à la prescription qui prévoit un poteau incendie délivrant 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heure à une pression dynamique de 1 bar ou une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>. L'ensemble ne répond pas aux préconisations de l'arrêté DECI (volume, prise d'eau). Par ailleurs, il n'a pas fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle par le service d'incendie et de secours.</p> <p><b>Demande de compléments n°1 :</b> Il est demandé à l'exploitant de solliciter le SDIS71 pour s'assurer du caractère conforme et opérationnel de ce point d'eau incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rejets EU - Valeurs limites de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/03/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux usées issues de la plate-forme de dépotage des sables de curage, les valeurs limites d'émission en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : E.U. (Tableau)</p>
<p><b>Constats :</b> <b>Non conformité n°3 :</b> Les contrôles de la qualité des eaux usées rejetées au réseau aboutissant à la station d'épuration collective (EU - eaux de la plateforme d'égouttage des sables de curages) réalisées en 2021 et 2022 montrent des dépassements notables et récurrents en concentration pour les MES.</p> <p>Pour la DCO et la DBO5 ; les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites.</p>

Paramètres	MES	DCO	HCT	DBO5
VL AP	300	600	5	200
VL Convention	600	2000	10	800
Unités	mg/l			
06/21	420	570	151	220
09/21	300	299	9	54
12/21 (CI)	1452	787	1	190
05/22	600	564	2	200

Par ailleurs, le contrôle inopiné de décembre 2021 a relevé une concentration de 63 mg/l pour le paramètre Fe+Al alors que la valeur limite pour la somme des métaux est fixée à 15mg/l par l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique [...] 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

L'exploitant a expliqué ces dépassements par le sous-dimensionnement de l'installation de décantation situé à l'amont du séparateur d'hydrocarbures.

Suite à la visite, il a adressé une proposition de mise en place d'un système de régulation du flux entrant dans l'ouvrage de traitement. Cette proposition technique est à l'étude et reste à valider. Compte-tenu de cet engagement, il n'est pas proposé de mise en demeure. Un contrôle inopiné des rejets aqueux de l'établissement est prévu en 2023 et permettra de s'assurer d'un retour à la conformité.

**Demande de complément n°2 : L'exploitant communiquera le calendrier des travaux à l'inspection des installations classées, lui adressera les bons de commandes correspondants et le rapport de fin des travaux.**

Il est attendu de l'exploitant qu'il réalise un contrôle de la qualité de son rejet EU à l'issue des travaux et le renouvelle 3 mois plus tard.

**Demande de complément n°3 : L'exploitant communiquera à l'inspection les résultats commentés de ces contrôles dans le mois suivant la réception du rapport d'analyse.**

**En l'absence de réponses satisfaisantes sur ce point, l'inspection des installations classées proposera une mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Programme de surveillance des émissions (rejets eau)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
<b>Constats :</b> L'exploitant assure la surveillance de ses 2 rejets selon les dispositions de son autorisation (AP du 2 juin 2009, du 14 novembre 2013 et du 20 mars 2017).



L'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement a actualisé les obligations des exploitants en matière de qualité et de contrôle des rejets dans l'eau pour certaines installations classées. Pour certains paramètres, les valeurs limites de rejet ont été abaissées et la fréquence de surveillance renforcée.

Notamment, la valeur limite en concentration de cuivre est passée de 0,5 mg/l à 0,250 mg/l, celle du nickel de 0,5 à 0,2 mg/l.

Par ailleurs, les résultats du contrôle inopiné réalisé fin 2021 ont montré que le paramètre Fe+Al devait être intégré au suivi des rejets.

L'exploitant doit donc actualiser le programme de surveillance de ses rejets aqueux en prenant en compte les évolutions apportés par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2017 et les résultats de son autosurveillance et des contrôles inopinés réalisés. Il se substituera à celui fixé par les arrêtés mentionnés ci-dessus qui seront prochainement actualisés.

**Demande de complément n°4 : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le programme de surveillance de ses rejets aqueux actualisé prenant en compte les évolutions apportées par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2017 et les résultats de son autosurveillance et des contrôles inopinés réalisés.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet